

Lutte contre l'extrémisme violent au Mali : Le bureau de Gao rénové et équipé à 23,4 millions

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 28 NOVEMBRE 2019

502

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Mali

Le jeu trouble des forces étrangères



Instabilité à Koulouba (suite et pas fin) : Adam THIAM remplace Tiegoum Boubeye MAÏGA



Accident au Mali : Tigre et Cougar, deux hélicoptères fiables

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Une	Mali : Le jeu trouble des forces étrangères	P.4
Brèves	Après la mort de treize soldats : Macron face au défi de la présence française au Sahel	P.10
	Commercialisation de nouvelles variétés : L'ICRISAT réunit les acteurs de la filière semencière	P.10
	Aboubacar Sidick Fomba : «Voilà ce qu'on pouvait faire pour les FAMA »	P.10
	Militaires français tués au Mali : Les boîtes noires ont été récupérées	P.11
	Crise sécuritaire au Mali : Le Mali tenté par une négociation avec les djihadistes	P.11
	La BIM Sa en zone rouge : Vers la fermeture de boutique ?	P.11
Actualité	Communique du conseil des ministres du mercredi, 27 novembre 2019	P.13
	Lutte contre l'extrémisme violent au Mali : Le bureau de Gao rénové et équipé à 23,4 millions	P.15
	Ségou : L'INRSP et l'Hôpital Nianankoro Fomba pour l'accréditation ISO 15189	P.16
	Accident au Mali : Tigre et Cougar, deux hélicoptères fiables	P.17
	5ème édition du SARA à Abidjan : L'Office du Niger fait recette au bord de la Lagune Ebrié	P.18
	Célébration de la journée internationale de VGB : Vers une éradication des VGB	P.19
Politique	Instabilité à Koulouba (suite et pas fin) : Adam THIAM remplace Tiegoum Boubeye MAÏGA	P.20
	Cohésion sociale : 499 millions de F CFA au profit de 107 organisations de la société civile	P.22
	Pour le retour de la paix au Mali : Les pistes de solutions de André Bourgeot	P.23
	Situation politique et sécuritaire du pays : «IBK doit agir dans les plus brefs délais ou rendre le tablier»	P.25
Culture & société	«Frontière et pont entre journaliste et communicant» de Moussa Bouaré: «Il existe une confusion entre le rôle du journaliste et celui du communicant »	P.27
International	Guinée Conakry: Les opposants au référendum restent déterminés	P.28
	Nigéria : Un village baptisé 'idiot' change de nom	P.28
Sport	Tournoi UFOA U20 : Des Aiglons poussifs	P.29
	Ballon d'Or 2019 : Klopp n'a pas voté Sadio Mané, il dévoile son choix	P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.10



P.19



P.23





Mali : Le jeu trouble des forces étrangères

Depuis des années, des voix maliennes et étrangères s'élèvent pour tantôt critiquer le rôle des forces étrangères au Mali, tantôt pour en dénoncer le caractère discriminatoire. L'une des voix les plus célèbres au plan international est celle du Français

André Bourgeot, Directeur de recherches émérite au Laboratoire d'anthropologie sociale du CNRS et spécialiste du Sahel. À cette voix s'est récemment ajoutée celle de de l'ancien Ambassadeur de France au Mali, Nicolas Normand, qui a ouvertement mis en cause son pays dans le

statu quo à Kidal. Au plan national, il y a quelques jours, le chanteur Salif Kéita a fait une sortie médiatique fracassante à travers un vidéo où il met en cause le jeu inamical et hostile de la France au Mali, en écorchant au passage son Koro de Président de la République. Monsieur Ibrahim Ikassa Maïga, Professeur à la Faculté de Sciences politiques et de Droit de l'Université de Bamako, vient, dans une publication, faire une rétrospective de la situation de Kidal où la MINUSMA et les Forces françaises sont loin d'être neutres dans leur intervention au Mali, particulièrement dans la ville de Kidal.

Les Maliens n'ont jamais compris – et ne comprennent toujours pas – pourquoi en 2013, l'opération de libération de l'ensemble du territoire national, alors occupé par les terroristes, s'est arrêtée aux portes de la ville rebelle de Kidal. Depuis cette date et jusqu'à nos jours, les forces maliennes et celles des groupes armés favorable à la République du Mali sont





mises à l'écart par Barkhane et la MINUSMA qui, elles, sont bien présentes dans la ville rebelle mais sont loin d'être équitables dans la gestion de la ville aux mains des seules forces de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA). À ce sujet, Monsieur Ibrahim Ikassa Maïga rappelle ce qui suit : « En juillet 2016, à l'issue des rudes combats ayant opposé la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA : Mnl, Hcua, Maa), refusant tout accès à Kidal, au GATIA (Groupe d'autodéfense touareg Imghads et Alliés) de la Plateforme, il est apparu au grand jour que, lorsque le GATIA avait effectivement récupéré et occupé plusieurs

quartiers, des renforts issus des rangs djihadistes de Ansar Dine sont rentrés en ville aux côtes de la CMA, puisque cette CMA ne pesait pas en grand-chose militairement. Dans la foulée, les forces Minusma et Barkhane avaient finalement entrepris de bloquer la progression des combattants du GATIA. Elles sont allées jusqu'à menacer de tirer sur les positions du GATIA, dont l'essentiel des combattants sont pourtant originaires de Kidal et environs. Finalement, une médiation de la Minusma conduite par le Chef de mission à Kidal, Bruno PONDE, avait initialement demandé aux combattants de quitter la ville ; ce qui fut accepté

par les Chefs militaires respectifs des deux camps opposés, le Général Alhadji GAMOU du GATIA et Cheick Ag HAOUSSA de la CMA. Mais, ce dernier (Ag HAOUSSA/CMA) avait fait semblant de sortir avec ses troupes de la ville, y retourner, subrepticement, sans opposition aucune de la « médiation ». Donc, la CMA est finalement restée tandis que le GATIA a été éloigné de la ville sans management ».

Ce rappel est essentiel car il montre à suffisance que la médiation de Barkhane et de la MINUSMA s'est toujours opérée, à Kidal, en faveur des Touaregs rebelles à la République du Mali. Ce que Monsieur Maïga appelle « Un beau subterfuge complice ! ». En fait, les rebelles de Kidal n'ont nulle part où aller si ce n'est Kidal. C'est une lapalissade. Si les forces de défense et de sécurité maliennes et celles des groupes armés favorable à la République prenaient pied à Kidal, elles compromettraient les marges de manœuvre de la CMA et l'affaibliraient dans les négociations en vue de la mise en application de l'Accord de Bamako de mai et juin 2015. La présence de Barkhane et de la MINUSMA dans la capitale de la 8ème Région administrative du Mali c'est de protéger les alliés de la France, le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), fondus dans la CMA actuelle. Tout ce que font la France et la MINUSMA, c'est de protéger la minorité touareg dont on dit qu'elle se-





rait menacée par les forces gouvernementales maliennes qui ne manqueraient pas de lui faire payer les crimes de sang commis depuis 2011 sur les forces de défense et de sécurité maliennes.

Kidal est ainsi devenue une enclave dans la République du Mali et il en sera ainsi tant que la communauté internationale, à travers Barkhane et la MINUSMA, ne sera pas convaincue que leurs protégés de la CMA sont définitivement hors de danger d'extermination. Tous les événements concernant Kidal sont conditionnés à cette idée fixe. Il suffit de se replonger dans la chronologie de certains événements pour s'en convaincre. C'est qu'a fait Ibrahim Ikassa Maïga en rapportant les éléments d'Ibrahima Kébé Tamaguidé de l'Association Faso Kanu.

« - la ville de Kidal encerclée le 29 mars 2013 (durant 4 jours) par Ansar Dine de l'Yad et le Mnl, qui l'ont ensuite attaquée ensemble, sans aucune réaction des forces françaises présentes ;

- le 18 mai 2013, l'armée française stoppa net le processus de libération de Kidal par le MAA pro Mali ;

- le 5 juin 2013, l'armée française s'opposa à la libération de la ville de Kidal par l'Armée malienne, interdisant au Général Didier DAKOUO et compagnons d'entrer à Kidal ;

- le 17 mai 2014, l'Armée malienne subit une attaque armée à Kidal, en violation des accords

signés, sous le silence assourdissant des troupes étrangères présentes ;

- le 21 mai 2014, l'Armée malienne cantonnée, à l'intérieur de Kidal, est mise en déroute par des tireurs embusqués et invisibles, pendant que les troupes étrangères n'ont posé aucun acte pour rétablir l'autorité de l'État, alors qu'elles étaient présentes sur les lieux, et censées être aux côtés de la République ;

- le 25 janvier 2015, la jeunesse de Gao a organisé une manifestation pour s'opposer à l'établissement d'une zone de sécurité temporaire à Tabankort mise en place suivant un pacte signé entre la Minusma et le Mnl, ayant pour but de stopper le processus de libération des zones occupées. Cette manifestation, pourtant pacifique, fut réprimée dans le sang par la Minusma dans la ville de Gao. Cependant, il est constant que cette même Minusma ne s'est jamais opposée aux manifestations très souvent violentes à Kidal, y compris quand elles étaient dirigées contre elle ;

- le 17 août 2015, la Minusma s'opposa de nouveau à la libération de Kidal, en mettant en place une ceinture de sécurité dans un rayon d'au moins 20 km. Cette fois-ci, elle est intervenue militairement, à visage découvert, contre la libération de la 8ème région du Mali, Kidal ». Et Monsieur Ibrahim Ikassa Maïga de conclure ainsi : « À l'évidence, les forces internationales alternent interventionnisme à outrance et pas-

sivité douteuse, soit contre l'Armée malienne et ses Alliés pro-républicains, soit en faveur des fossoyeurs de l'unicité et du respect de l'intégrité du territoire national ». À cela il faut ajouter des témoignages concordants et pertinents qui ont fait état de l'intervention des forces françaises aux côtés des rebelles touaregs, quand l'Armée malienne, au terme d'une offensive foudroyante, avait repris le contrôle de la ville de Kidal en mai 2014. Il a été établi que les rebelles ont bénéficié de l'appui aérien des forces françaises pour guider les rebelles acculés dans Kidal avec l'appui du groupe terroriste Ançardine de l'Yad Ag Ghali et autres. C'est à la suite de cette intervention française que l'Armée malienne a été défaite et que les autorités ont été contraintes d'engager des pourparlers qui vont aboutir au scandaleux accord de Bamako de mai et juin 2015 tant décrié par les Maliens.

Ce sont toutes ces choses, et beaucoup d'autres encore, qui ont amené les Maliens à mettre en doute, à juste titre, l'impartialité de la France et des Nations Unies à travers la MINUSMA. Sans oublier que si la France n'avait pas été là en janvier 2013 le Mali serait devenu un pays occupé par les terroristes, les Maliens en sont réduits, au fil des déceptions nées de suspicions plus ou moins fondées, à douter de la loyauté de la France envers un peuple qui l'avait adoptée pour son intervention dans le pays. Si les Maliens sont prêts à pardonner, mais non oublier, l'horreur d'Aguelhok, et bien d'autres violations graves des droits humains par les rebelles Touaregs, ils le feront sûrement s'ils ont le sentiment que les forces étrangères présentes sur le territoire sont leurs alliées dans la recherche de la paix et de la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national. Or le sentiment largement partagé actuellement est que les forces étrangères roulent pour la CMA et alliés. Aussi longtemps que cette suspicion existera, le désamour entre les Maliens et la France ira grandissant. Les Maliens attendent de la France plus que des mots. Il leur faut des actes concrets qui aillent dans le sens de leurs aspirations profondes, celles de voir leur pays, le Mali, recouvrer l'autorité sur l'ensemble de son territoire. C'est à ce prix que les relations franco-maliennes connaîtront un nouveau départ fondé sur la confiance.

■ Diala Konaté

RFI Afrique



Après la passation de pouvoir entre le président Mohamed Ould Ghazouani et Mohamed Ould Abdelaziz, la Mauritanie a réussi une transition démocratique dans le calme. Mais les festivités de la fête nationale ce jeudi 28 novembre pourraient être assombries par des tensions entre l'ancien et le nouveau président.

Un rapport d'enquête de la Cour pénale internationale accable la gestion de l'ancien procureur Luis Moreno Ocampo. Rendu public mardi 26 novembre, ce rapport pointe son comportement « autocratique », ses méthodes de recrutement et d'investigation, ayant conduit à l'échec du dossier Uhuru Kenyatta et William Ruto.

Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 27 novembre 2019.

Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, l'Ambassadeur Boubacar Gouro DIALL a successivement reçu en audience, ce mercredi 27 novembre, S.E.M. Daisuke KUROKI, Ambassadeur du Japon et S.E.M. Igor GROMYKO, Ambassadeur de la Fédération de Russie au Mali.

Au cours de ces audiences, l'Ambassadeur DIALL et ses visiteurs du jour ont fait le tour d'horizon de la coopération entre les trois pays. Les Diplomates Japonais et Russe ont également salué la tenue très prochaine du Dialogue National Inclusif. Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



Soro Guillaume Kigbafori

Chers tous,
13 soldats français sont tombés au champ d'honneur au Mali dans la bataille contre le terrorisme. A ces hommes qui, aux côtés de leurs frères d'armes africains paient le prix du sang pour notre liberté et notre sécurité, l'Humanité ne vous oubliera pas.

Paix à vos âmes !

Guillaume Kigbafori Soro

Mali France #Terrorisme #Afrique #GPS #GKS



Aly Le Compétent

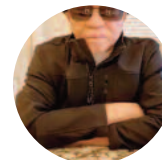
Dans le bouchon de la circulation Bamakoise , je ne cesse d'avoir des haut-le-cœur .En vérité dans l'intersection entre les deux voies , j'éprouve un sentiment de chaos , Camions , transports en communs, automobiles, motocyclistes , semblent s'y livrer une compétition permanente où tout est permis. Les policiers de CCR ne font guère efforts considérables pour rendre la circulation fluide,



ils sont occupés au jeu racket des véhicules rarement en règles , laissent faire . Alors que s'ils interviennent néanmoins avec l'intention de remettre de l'ordre dans cette mêlée , la confusion monte du cran . Je ne vais pas tomber dans la provocation ni dans la caricature gratuite . Mais ce serait dans l'intérêt suprême de la nation que les gens fassent correctement leur travail . Il faut que les policiers qui surveillent le respect du code soient convaincus de sa bien-faisance .

Guimba Makalou

Il est temps qu'on met fin à leur interdiction de séjour. Bientôt le peuple du Mali va l'interdire à leur ambassadeur aussi.



Siramary Konaré

Tricher avec la prévention, c'est planifier la souffrance dans la gestion.



Bina Sogoba

Côté d'Ivoire FlashInfo Urgent
Crash d'un hélicoptère militaire ce matin à l'atterrissage à KATIOLA lors de la cérémonie d'accueil du Président Alassane Ouattara
Dispositions prises et secours sur place. Aucun bilan pour l'heure.
Source: Police Secours ivoiriennes



Le Président IBK a reçu le 26 Nov. 2019 le nouveau président de l'AFIBA. Hamane Niang est venu remercier le Chef de l'Etat pour le soutien dont il a bénéficié, et solliciter son accompagnement et celui du peuple malien pendant son mandat à la tête du basketball mondial.
Avp/Bina Sogoba

Amadou Tall

OFFICIELLE : 13 SOLDATS FRANÇAIS TUÉS AU MALI-

Six officiers, six sous-officiers et un caporal chef de l'Armée de terre ont trouvé la mort hier soir lors d'un crash d'hélicoptères, selon les sources officielles. Elles évoquent une collusion entre deux hélicoptères lors de combats contre les jihadistes.

Le président MACRON a dès hier soir (ou tôt ce matin, selon les considérations) sorti les formules d'usage. Donnant ainsi un caractère officiel et authentique. Marine LE PEN et d'autres ont déjà effectué des sorties par rapport à la catastrophe. Le flot continue. Cette tragédie risque de soulever une grosse tempête en France.
Terrorisme



SOUTIEN À TES SOLDATS

Tes soldats sont ta peau. Il faut toujours prendre le plus grand soin de sa peau.

La communication est le nerf de la guerre.

Ne publie de tes soldats que des images valorisantes, héroïques et des images qui donnent la fierté.

Ne joue pas le jeu de l'ennemi par méconnaissance en publiant certaines images.

Toi, le jeune qui crois en moi, valorise tes soldats à tout moment. Par la pensée, la parole et les images diffusées.

Je compte sur toi.

Respect et reconnaissance aux FAMAS



Mohamed Bill Traore

Mohamed Bill Traore est avec Bina Sogoba et 17 autres personnes.

La commission de l'union africaine en collaboration avec le gouvernement du Mali, organise une conférence ministérielle sur le thème: " Accès aux ressources naturelles et les conflits entre les communautés" les 28 et 29 novembre 2019 à 8h30 à l'hôtel de l'Amitié de Bamako.



Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

Ammy Baba Cisse

Un militaire malien, déployé à Menaka, avec 18 ans d'expérience, soutient que sans la France, le Mali vivra pire situation.



Ibrahima Anne

En 2019, voter, sans débat, le budget des institutions, est une pratique rétrograde et moyen-âgeuse

Pierre Dieng est avec Ibrahima Anne et 67 autres personnes.

#RFI : la #DOT est une violence et pratique rétrograde à l'égard des femmes en Afrique à éliminer. Femmes, on la supprime ?



Ambassade des Etats-Unis au Mali

Les Etats-Unis sont fiers de réaffirmer leur engagement à défendre les droits des femmes & filles à vivre sans violence. La violence basée sur le genre est un problème mondial qui touche des millions de femmes & filles chaque année ainsi que leurs familles & communautés. 16Jours



Jeune Afrique

Deux mois presque jour pour jour après son déplacement dans le N'Zi, Alassane Ouattara (ADO) effectue une nouvelle visite d'État. Chapeau visé sur la tête, le président est arrivée mercredi en fin de matinée à Katiola, chef lieu de la région du Hambol (centre-nord du pays), où il doit entamer une tournée de quatre jours. (Abonnés)



Bennchico Savadogo

Soro : Mon ami de valeur.

Charles : Hum Soro ! C'est vous qui nous avez envoyé ici.



Soro : Hon Hon deh ! C'est ADO.

Charles : Tu étais son bras droit là !

Soro : Ça c'était avant. Maintenant je suis au chômage comme toi donc mettons nous ensemble on va chercher travail.

Charles : Tu as raison. Y'a rien dans rancune. Soutenons nous vivant

Wikifrançais

FÉLICITATIONS

Nos compliments à tous les internautes qui ont traité cet exercice.

Voici la correction. Evidemment, d'autres synonymes sont valables. En revanche, il fallait respecter les deux initiales proposées.



CORRECTION

1. Il croit tout ce qu'on dit. Il est **naïf**
2. Il veut tout savoir. Il est **curieux**
3. Il n'aime pas travailler. Il est **paresseux**
4. Il se met vite en colère. Il est **coléreux**
5. Il parle beaucoup. Il est **bavard**
6. Il n'aime pas donner. Il est **avare**
7. Il n'aime pas dépenser. Il est **radin**
8. Il a peur de tout. Il est **peureux**
9. Il aime se battre dans la vie. Il est **battant**
10. Il aime se moquer des autres. Il est **moqueur**

Malick Konate

Malick Konate est à AGETIC, avec Baba Dakono et 12 autres personnes.

Jour 2 : Gestion des Fake news et Gestion des médias sociaux

A l'entame du deuxième jour de formation des journalistes et web acteurs à une utilisation efficace des médias sociaux, M. Baba Dakono, chercheur, a dispensé un module sur les Fake News. Deux heures durant, le chercheur a consacré une communication aux fausses nouvelles. Les apprenants ont appris à identifier les Fake news, et à vérifier les informations à travers des outils en ligne.

A sa suite, M. Guindo a dispensé une communication sur la gestion des comptes et plateformes numériques, notamment Facebook et Twitter. De la sécurisation des compte en passant par la modération et la gestion des contenus ou la création de hashtag. Le formateur



a outillé les journalistes et web acteurs à une utilisation efficace de ces médias alternatifs.

Macky Sall

Au nom du peuple sénégalais, j'exprime nos sentiments de compassion et solidarité à la République Démocratique du Congo, frappée par des intempéries qui ont causé une trentaine de décès.



Ammy Baba Cisse

D'après koro Sambi Assa Touré RPM wilila. Douc Vérité est à : Quelque Part Dans Le Monde, avec Moussa Yoro Diallo et 9 autres personnes. Bénin: TALON donne 72h à l'Ambassadeur de l'Union européenne de quitter le pays. TALON est un dirigeant et non dirigé



Elhadj Djimé Kanté

L'ancien DGA de G. Touré et ancien DG du point G le Dr Sékou Dramé enlevé à Bko par des bandits hier. Sa famille très inquiète.



Iba (Ibrahim) Toure

Visite d'un nouveau centre de chirurgie cardio-vasculaire à l'hôpital Point G en construction. Actuellement la chirurgie à coeur ouvert ne se fait pas au et slmt 2% peuvent aller se traiter à l'extérieur. Le Ministre @MichelSidibe a exprimé sa volonté de voir ce projet aboutir



Pierre Buyoya

13 militaires français engagés ds la lutte c/ le terrorisme viennent de tomber sur le champ d'honneur suite à 1 accident de leurs 2 appareils. Mes condoléances les + attristées aux familles éplorées, au Gouvernement français et à leurs frères d'armes.



Jigi

Deux hélicoptères de l'armée de #cotedivoire sont entrés en collision le 27 novembre 2019 sur l'aérodrome de Katiola (au nord de Bouaké) peu après l'arrivée du président Alassane Ouattara, en visite dans la région jusqu'au 30 novembre. 4 blessés, d'importants dégâts matériels.



Après la mort de treize soldats : Macron face au défi de la présence française au Sahel



Une cérémonie nationale est prévue en début de semaine prochaine et l'exécutif appelle au «recueillement». Mais la réflexion sur d'éventuelles stratégies alternatives dans la région est déjà en cours.

Treize noms seront d'ici peu ajoutés sur le marbre du mémorial des soldats morts pour la France en opérations extérieures, tout juste inauguré par le président de la République le 11-Novembre : ceux des six officiers, des six sous-officiers, et de l'opérateur de la Légion étrangère qui ont péri ensemble, dans la collision de deux hélicoptères, au cours d'une opération de combat au Mali, lundi 25 novembre.

« Treize héros morts pour la France », a déclaré mardi la ministre des armées Florence Parly, qui devait se rendre aussitôt à Gao sur la base française de l'opération « Barkhane », avec les chefs d'état-major. L'Elysée prépare une cérémonie d'hommage national aux Invalides, qui devrait avoir lieu lundi 2 décembre. « Je sais que la nation tout entière sera soudée » à cette occasion, a ajouté Mme Parly. Les corps des soldats seront ensuite emmenés dans leurs régiments respectifs pour l'adieu de leurs camarades.

Les treize militaires sont morts lors d'une opération d'envergure, lancée depuis le 22 novembre dans la vallée d'Eranga située au sud d'Indelimane, dans le Liptako, région du centre-est du Mali où sévit l'organisation Etat islamique au grand Sahara (EIGS).

Selon l'état-major des armées, des groupements commandos parachutistes étaient lundi vers 17 heures « au contact » d'un groupe de djihadistes (« un pick-up et plusieurs motos ») sur le terrain, quand, à la nuit tombée, ils ont dû appeler un soutien aérien pour franchir un oued. Deux Mirage 2000 et trois hélicoptères sont arrivés. L'un d'eux emportait une équipe d'extraction, les deux autres filaient à la poursuite des djihadistes.

Une opération « par nuit noire, dans des conditions de combat ».

A 18 h 40, les soldats ont entendu deux des hélicoptères exploser après s'être heurtés, ce que l'équipage du troisième appareil a rapidement confirmé.

Commercialisation de nouvelles variétés : L'ICRISAT réunit les acteurs de la filière semencière



Les 25 et 26 novembre, l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) a abrité un atelier d'échanges sur le processus de commercialisation des semences de nouvelles variétés de l'arachide, du mil, du sorgho et du niébé.

D'après les organisateurs, « l'atelier se veut une plateforme inclusive pour renforcer les capacités des acteurs semenciers à saisir les opportunités d'une commercialisation des semences plus sensibles à l'environnement du marché ».

La réflexion a rassemblé divers acteurs de la filière dont, entre autres, les sélectionneurs nationaux, les techniciens du ministère de l'Agriculture, les producteurs de semences, les commerçants...

Aboubacar Sidick Fomba : «Voilà ce qu'on pouvait faire pour les FAMa »



Avec les 1230 milliards le Mali pouvait acheter 20 avions de chasse, 10 hélicoptères de combats, 10 hélicoptères de transport, 600 véhicules de patrouille blindés et 1 hôpital militaire 23 millions à chaque militaire malien.

Après il reste encore 400 milliards pour autres achats d'armements.

Les fonds alloués aux FAMa par l'UE qui ont disparu par manque de traçabilité ne sont pas dans ce calcul.

Les surfacturations sur l'achat des armements décelées par le Vérificateur Général ne sont pas également dans ce calcul.

Jugeons-en à travers cet exemple.

Militaires français tués au Mali : Les boîtes noires ont été récupérées



Les corps des 13 soldats français sont “dans une emprise française”, a expliqué le porte-parole de l’Etat-major des Armées sur BFMTV.

L'enquête va commencer, après l'annonce mardi de la mort de 13 militaires français dans l'accident de deux hélicoptères au Mali, le plus lourd bilan humain pour l'armée depuis l'attentat du Drakar à Beyrouth en 1983. Les boîtes noires des deux appareils ont été récupérées, a expliqué ce mercredi sur BFMTV Frédéric Barbry, porte-parole de l'Etat-major des Armées, sans donner plus de précisions sur le délai nécessaire pour les analyser.

L'accident a eu lieu dans le Liptako malien aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso, où la force antijihadistes française Barkhane mène régulièrement des opérations contre les groupes armés, dont le groupe Etat islamique au Grand Sahara (EIGS).

Les corps “dans une emprise française”

Les corps des 13 soldats français, issus de régiments basés à Pau, Varcès, Gap et Saint-Christol “sont maintenant dans une emprise française”, a précisé Frédéric Barbry.

Une cérémonie d'hommage national, présidée par le président Emmanuel Macron, doit avoir lieu ce lundi 2 décembre prochain aux Invalides à Paris.

■ Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

La BIM Sa en zone rouge : Vers la fermeture de boutique ?

La Banque Internationale pour le Mali traverse une période cruciale et critique de son existence. En zone rouge pour mauvais traitement de salaires, l'établissement financier risque de fermer boutique très bientôt.

De par son réseau et un parc d'automates bancaires dense, la BIM Sa était devenue un acteur majeur du système bancaire au Mali. La banque se vante de sa participation au rehaussement du taux de bancarisation, néanmoins « indéniable sans occulter une meilleure proximité pour une prise en charge efficiente des besoins de la clientèle ». Au-delà de la mobilisation de collaborateurs sur le terrain pour la satisfaction du client, la BIM Sa a développé des actions en faveur de l'économie malienne, notamment des interventions/ financements dans les secteurs variés de l'économie nationale et internationale, l'offre

Crise sécuritaire au Mali : Le Mali tenté par une négociation avec les djidhadistes



Des canaux de communication existent entre les autorités maliennes et les groupes djihadistes. Deux camps pourtant officiellement opposés.

Le tabou sur l'ouverture de négociations entre les autorités maliennes et les groupes djihadistes se lève lentement. L'arrestation, vendredi, d'un avocat, finalement libéré lundi, a jeté une lumière crue sur l'existence de canaux de communication entre ces deux camps officiellement opposés.

Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, Me Hassan Barry apparaît en compagnie du prédicateur radical peul Amadou Koufa, chef de la Katiba Macina, liée à al-Qaïda, dans ce qui semble un entretien courtois. Me Barry, ancien ministre, est une personnalité respectée de la communauté peule, connue pour prendre la défense des personnes suspectées de terrorisme. Dans un communiqué publié mardi, l'avocat a confirmé que la vidéo « était authentique ». Dans ce même texte, il assure que cette discussion était « strictement encadrée » et « connue des plus hautes autorités du pays ».

Mission officielle

Une source sécuritaire malienne l'a confirmé à l'AFP: « Nous sommes au courant de cette affaire, qui a eu la bénédiction de certains ».

de produits et services innovants (Crédit Immobilier « SEWA », Plan Épargne Logement, Compte Épargne Hadj, Épargne Jeunes et Adultes, Packs BIM Sa, Crédit Casque, etc.), mission de conseil et d'assistance. Ces actions ont suscité la confiance de l'ensemble de la population des plus petites entreprises – particuliers, maliens de l'extérieur, professionnels... jusqu'aux grandes entreprises nationales ou multinationales. La banque s'est positionnée en apporteur de solutions. Certes. Mais ces qualités sont un château de cartes.

En effet, la BIM Sa dévoile en ces derniers mois sa vraie face. Cet établissement financier brille par son manque de sérieux. Les clients plient bagages, puisque le traitement des salaires est toujours en retard par rapport aux autres établissements.

Selon certaines sources, la banque a des soucis de liquidité pour satisfaire à temps les besoins du client. Le risque est que l'établissement pourrait fermer boutique d'ici peu, si rien n'est d'urgence entrepris par ses responsables pour remédier à cette situation.

■ D.C.A



**Achetez une puce équipée de
l'application Mon répertoire à 500 F CFA
seulement et sauvegardez tous vos contacts
en toute sécurité.**

* La synchronisation manuelle coûte 100 F CFA,
abonnement mensuelle à 300F CFA



Communiqué du conseil des ministres du mercredi, 27 novembre 2019

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi, 27 novembre 2019 dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence de Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République.

I. A l'ouverture de la session, le Conseil des Ministres a observé une minute de silence à la mémoire de treize (13) militaires français décédés lors d'une opération anti-terroriste dans le Liptako Gourma, le lundi 25 novembre 2019.

Le Président de la République a présenté ses condoléances les plus émues au Président de la République française et aux familles des disparus.

II. Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a :
adopté des projets de texte ;
et entendu des communications.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES AU TITRE DU MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE

Sur le rapport du ministre de l'Intégration africaine, le Conseil des Ministres a adopté des projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique du Centre national pour la Coordination du Mécanisme d'Alerte précoce et de Réponse aux Risques.

La 45^{ème} session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue le 14 juillet 2014 à Accra au Ghana, a recommandé la création dans chaque Etat membre d'un mécanisme d'alerte précoce pour gérer et régler les conflits locaux de faible intensité et renforcer l'architecture de paix et de sécurité.

Le Règlement C/REG.12/12/15 relatif à la mise en place de mécanismes nationaux d'Alerte

précoce et de Réponse de la CEDEAO du 14 décembre 2015, prévoit un Centre national de coordination dans chaque Etat membre.

Dans ce cadre, le gouvernement a institué par Décret n°2016-006/PM-RM du 15 janvier 2016, relu par le Décret n°2017-0950/PM-RM du 27 novembre 2017, auprès du Premier ministre, le Mécanisme national d'Alerte précoce et de Réponse aux Risques sécuritaires, avec un organe permanent dénommé Centre national pour la Coordination du Mécanisme d'Alerte précoce et de Réponse aux Risques (CNAP).

Le centre a pour missions entre autres :
de collecter, de centraliser et d'analyser les données et renseignements fournis par les autres services de l'Etat, les Collectivités territoriales, les organisations de la société civile et toute autre source d'information ;
de produire et diffuser des notes, bulletins et rapports sur les risques identifiés.
L'adoption des présents projets de texte vise à renforcer les capacités opérationnelles du Centre.

AU CHAPITRE DES COMMUNICATIONS

AU TITRE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Sur le rapport du ministre de l'Economie et des Finances, le Conseil des Ministres a pris acte d'une communication écrite relative aux conclusions et recommandations de l'étude diagnostique de la Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes financiers décentralisés.

Le secteur de la microfinance compte 87 systèmes financiers décentralisés composés d'unions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, de caisses mutualistes ou coopératives de base non affiliées, d'associations et de sociétés anonymes.

Les services financiers sont offerts à travers 905 agences ou guichets.

Le secteur comprend 1 million 228 mille 66 membres ou clients en septembre 2019.

Le taux de dégradation du portefeuille est de 8% contre la norme communautaire de l'UEMOA de 3%.

Le secteur connaît également des difficultés liées entre autres, à la baisse de l'activité d'épargne, à la perte des investissements et du portefeuille ainsi qu'au resserrement des refinancements des systèmes financiers décentralisés.

L'étude diagnostique réalisée, à cet effet, propose des mesures destinées notamment à : adapter le cadre institutionnel de la surveil-

lance des systèmes financiers décentralisés à l'évolution du secteur ; renforcer les capacités de la Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes financiers décentralisés pour un meilleur encadrement du secteur de la microfinance ; anticiper les crises dans le secteur des systèmes financiers décentralisés.

AU TITRE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Sur le rapport du ministre de l'Agriculture, le Conseil des Ministres a pris acte d'une communication écrite relative à la stratégie nationale de résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dénommée « Priorités-Résilience-Pays-Mali » et son plan d'actions 2020-2024.

L'élaboration de la présente stratégie et de son plan d'actions s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la 28ème réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises alimentaires, tenue du 4 au 6 décembre 2012 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Le Réseau de Prévention des Crises alimentaires, créé en 1985 suite à la grave crise agricole et alimentaire des années 1984-1985, a pour vocation d'entretenir et de renforcer la coordination et l'efficacité de la prévention et de la gestion des crises alimentaires.

La stratégie définit la résilience comme : « la capacité des ménages, des familles et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc, à résister au choc et à y répondre efficacement, ainsi qu'à récupérer et à s'adapter de manière durable ».

Elle a pour objectif de réduire de manière durable la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle et sa mise en œuvre permettra entre autres :

de renforcer la résilience des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;

d'améliorer les interventions des politiques publiques dans le domaine de la protection sociale ;

d'accroître la production et la productivité agricoles ;

de bénéficier du financement de l'Alliance globale pour l'Initiative « Résilience-Sahel-Afrique de l'Ouest ».

La stratégie nationale de résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est assortie d'un plan d'actions dont le financement sera assuré par l'Etat et les partenaires techniques et financiers.

Bamako, le 27 novembre 2019

Le Secrétaire général du Gouvernement,

**Madame SANOGO Aminata MALLE
Officier de l'Ordre national**



Lutte contre l'extrémisme violent au Mali : Le bureau de Gao rénové et équipé à 23,4 millions



Financé grâce à l'appui de la MINUSMA, ledit bureau a été réceptionné, ce mercredi 27 novembre 2019, par M. Roland S. KAMATE, en présence du chef du bureau régional de la MINUSMA, M. Oumar BA, sans oublier le chef de file des points focaux de l'Observatoire national de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme violent, M. Yacouba Oumar CISSE. C'était également en présence des autorités administratives et coutumières de la Cité des Askia, dont le Conseiller aux Affaires juridiques du Gouverneur, M. Alfousseyni MAIGA, le chef coutumier des Songhoy, Moussa Souma MAIGA, le chef coutumier des Arma, Moussa AWANI, le chef de quartier de Boulgoundjié, Ichacane Ag OYE, par ailleurs coordinateur des chefs de quartier de Gao.

M. Yacouba Oumar CISSE est le premier à intervenir pour souhaiter la bienvenue aux uns et aux autres, avant de remercier le ministère des Affaires religieuses et du Culte et la MINUSMA pour l'installation, la réhabilitation et l'équipement du bureau régional qui vient d'être mis à la disposition des points focaux dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent.

Le Coordinateur des chefs de quartier a renouvelé les remerciements des autorités poli-

tiques et coutumières à l'endroit du MARC et de la MINUSMA, en se réjouissant de l'honneur qui leur est ainsi fait d'abriter les locaux de l'antenne régionale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Le Conseiller des Affaires juridiques du Gouvernement, pour sa part, a salué les efforts du MARC et de la MINUSMA pour la rénovation et l'équipement de ces locaux comme une concrétisation de la Politique nationale de Prévention et de Lutte contre le Terrorisme et l'Extrémisme violent.

C'est un moyen privilégié d'être plus proche des populations pour leur donner la vraie information permettant de lutter plus efficacement, et à la base, contre l'extrémisme violent dans la zone, a souligné M. MAIGA.

Ce projet est techniquement et financièrement soutenu par la MINUSMA à travers sa section RSS/DDR, a expliqué M. BA, précisant que ledit projet a pour but « de contribuer à la mise en œuvre de l'Accord d'Alger pour la paix et la réconciliation nationale, issu du processus d'Alger, et d'appuyer le dispositif mis en place par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent ».

« Notre Politique nationale en la matière, avec le Plan d'action qui en découle, s'articule autour de cinq (05) piliers, dont les quatre (04) axes prioritaires de la Stratégie mondiale des Nations-Unies de lutte contre l'extrémisme violent, à travers les quatre P : Le Partenariat, la Prévention, la Protection et la Poursuite », a soutenu, de son côté, M. KAMATE, la cohésion sociale étant « une touche malienne ».

C'est dans ce cadre que la MINUSMA n'a pas hésité, un seul instant, s'est réjoui le M. KAMATE, à répondre favorablement à la sollicitation du MARC pour « la réhabilitation et l'équipement des bureaux de l'organe central à Bamako, de cinq (05) bureaux du Centre de formation et d'encadrement des jeunes détenus de Bamako, un (01) bureau à Mopti et quatre (04) bureaux à Gao ».

La cérémonie a pris fin par la coupure du ruban symbolique et la visite guidée du bureau et l'inspection des équipements informatiques et des mobiliers de bureautique, pour, a-t-on révélé, « un coût total de 23,4 millions de FCFA ». A signaler toutefois que lesdits locaux attendent d'être raccordés aux réseaux d'eau et d'électricité, respectivement de la SOMAGEP et d'EDM, pour les rendre encore plus fonctionnels.

■ Source : CCOM/MARC



Ségou : L'INRSP et l'Hôpital Nianankoro Fomba pour l'accréditation ISO 15189



Faire valoir et accepter leurs analyses dans les quatre coins du globe terrestre, est le luxe que veulent s'offrir les responsables des laboratoires de l'Institut national de recherche en Santé publique et l'hôpital Nianankoro Fomba de Ségou. Pour ce faire, une formation de cinq jours a eu lieu au siège de l'INRSP, du 22 au 26 novembre 2019. La cérémonie de certificat aux participants de la dite formation était présidée par le Directeur général de l'INRSP, Pr Akory Ag Iknane.

Selon le Directeur général de l'INRSP, les services de laboratoire constituent un élément fondamental des services de santé. « Il convient donc de les renforcer afin d'améliorer la qualité des analyses, la surveillance épidémiologique, la recherche et d'autres activités connexes. Le système de gestion de la qualité des laboratoires (LQMS) est l'approche fondamentale pour moderniser les laboratoires de diagnostic et garantir des résultats précis, fiables et en temps voulu pour la satisfaction des patients. La mise en œuvre du LQMS permettra d'assurer une amélioration mesurable et de préparer les laboratoires à l'accréditation selon les normes internationales d'analyse de biologie médicale. Ce que

fait déjà les deux laboratoires est bon, mais il faut le parfaire davantage», a expliqué Akory Ag Iknane.

Il a ensuite encouragé les bénéficiaires de la formation à faire un usage pratique quotidienne de leurs connaissances. Car, explique-t-il, la marche vers l'accréditation un long processus et d'efforts continus.

Par ailleurs, il a aussi évoqué les motivations des deux structures sanitaires à s'engager dans la marche vers l'accréditation.

A l'en croire, celles-ci sont venue d'un constat : « au Mali dans le cadre de l'élaboration de la politique nationale des laboratoires, une enquête de l'analyse situationnelle menée en 2011 a permis de découvrir des problèmes qui entravent la performance des laboratoires. L'Assurance Qualité n'était pas suffisamment appliquée dans les laboratoires du fait d'un personnel peu formé en qualité et de la limite de l'outil qualité en vigueur qui est le Guide de bonne exécution des analyses (GBEA). En plus, dans le domaine de la biologie médicale, une faible couverture en contrôle de qualité des tests a été constatée, et aussi il y a un besoin de laboratoires d'analyses médicales publics accrédités dans le pays.

Ainsi l'INRSP a inscrit dans son programme d'activité le processus d'accréditation des laboratoires », a indiqué Akory

Ag Iknane.

C'est fort de ces constats qu'en 2014, un agent de l'INRSP a suivi la formation des formateurs sur l'outil de renforcement de la gestion des laboratoires de biologie médicale dans la perspective de leur accréditation » à Abidjan (Côte d'Ivoire). « Cette formation a été suivie en 2016, de l'évaluation de base du laboratoire de sérologie de l'INRSP, des laboratoires des hôpitaux des régions de Sikasso et Ségou et des ateliers sur la gestion de la qualité au laboratoire avec l'appui des partenaires techniques et financier du GHSA. La détection et la surveillance des maladies infectieuses (IDDS) est un projet quinquennal financé par l'USAID visant l'amélioration de la détection des maladies prioritaires pour la santé publique, la détection de la résistance aux antimicrobiens, la gestion de la qualité, la biosécurité et la bio sûreté dans les laboratoires. Pour la mise en œuvre de ce projet, l'équipe IDDS travaillera en collaboration avec les partenaires du ministère de la Santé et des Actions Sociales (MSAS), particulièrement avec l'INRSP pour les activités de renforcement du système de laboratoire.

C'est dans le cadre de l'exécution de ces activités que l'équipe IDDS et son partenaire de mise en œuvre INRSP ont procédé à l'évaluation des laboratoires de Sérologie de l'INRSP et de l'hôpital de Ségou dans le but de l'amélioration continue de la qualité des services de ces laboratoires et la sauvegarde des acquis », a précisé le Directeur général l'INRSP.

Il a ensuite informé que cette formation a pour but de former les agents de laboratoire sur la norme ISO 15189 pour une meilleure compréhension et combler les lacunes décelées au cours de l'audit pour une meilleure mise en œuvre des recommandations et des plans d'amélioration des différents laboratoires.

Selon le formateur, Pr Kilian Songwé, la formation a été axée sur la revue de direction, l'audit interne, les actions correctives et l'analyse des causes profondes de non-conformité. Pour rappel, parmi les 10 participants à la formation, deux étaient du laboratoire de l'hôpital de Ségou et huit de l'Institut National en Santé publique.

■ Ibrahim Sanogo

Accident au Mali : Tigre et Cougar, deux hélicoptères fiables

Les deux appareils entrés en collision le 25 novembre, faisant 13 morts, évoluent régulièrement ensemble pour l'appui des troupes au sol. Explications.

Deux hélicoptères militaires français sont entrés en collision au Mali lundi 25 novembre au soir, faisant 13 morts. Aucun des soldats n'a survécu. Les deux appareils de l'aviation légère de l'armée de terre (Alat), un Tigre et un Cougar, évoluent régulièrement ensemble lorsqu'ils assurent l'appui des troupes au sol. Le Tigre est un hélicoptère d'attaque au sol biplace, alors que le Cougar est un hélicoptère de transport de troupes et d'appui léger. Engagés sans discontinuer en Afghanistan, en Libye ou au Sahel, ils sont considérés comme des appareils fiables.

Le Tigre

Projet franco-allemand développé par Eurocopter (aujourd'hui Airbus), l'EC665 Tigre a été mis en service en 2005. Biplace, il est équipé d'un canon ainsi que de roquettes et/ou de missiles, selon les versions. Conçu à la fin de la guerre froide pour riposter à une offensive blindée venant de l'Est, il peut neutraliser des véhicules blindés ou non, et traquer des cibles situées à plusieurs kilomètres grâce à des équipements optroniques extrêmement puissants (il « voit » très loin). Au Mali comme ailleurs, son rôle est souvent de surveiller et sécuriser une zone d'opération en appui de troupes au sol, comme c'était le cas le soir du 25 novembre 2019.

Le Cougar

L'Aérospatiale (aujourd'hui Airbus) AS532 Cougar est un hélicoptère de transport de troupes, dérivé du Super Puma mis en service à partir de 1988. Équipé d'une mitrailleuse latérale, il peut transporter jusqu'à 21 combattants équipés, ou 4,5 t sous élingue, ou 6 blessés allongés et 4 blessés assis en version d'évacuation sanitaire (« evasan »). Il est largement utilisé pour l'extraction immédiate (« imex »), une doctrine consistant à repositionner un héli-

coptère capable de prendre en charge immédiatement d'éventuels blessés, notamment l'équipage d'un aéronef accidenté ou abattu. Des commandos embarqués dans cet hélicoptère permettent de sécuriser la zone d'atterrissage, y compris dans des conditions difficiles. Le 25 novembre, lors de l'accident, six membres du groupement commando de montagne et un chef de mission étaient à bord du Cougar en plus de son équipage.

L'accident

L'état-major des armées a donné quelques éléments sur l'accident dans un communiqué mardi 26 novembre au matin : « Engagés au sol depuis quelques jours, les commandos traquaient un groupe de terroristes, décelés quelques heures plus tôt, qui évoluaient en pick-up et à moto. Très rapidement, ils ont été

renforcés par des hélicoptères et une patrouille de Mirage 2000. Un hélicoptère Cougar, avec à son bord six commandos de montagne et un chef de mission, a alors été engagé pour coordonner l'ensemble des moyens, tout en étant en mesure d'intervenir pour assurer l'extraction immédiate d'un élément au sol. Vers 19 h 40, pendant la manœuvre destinée à préparer l'engagement de l'ennemi, l'hélicoptère Cougar et un Tigre sont entrés en collision, s'écrasant à une courte distance l'un de l'autre. Aucun des militaires embarqués n'a survécu. »

L'Alat

Héritière des pelotons avions de la Seconde Guerre mondiale, l'Aviation légère de l'armée de terre (Alat) a été créée en 1954. Premier opérateur d'hélicoptères de l'État, elle assure la formation des pilotes des trois armées et de la gendarmerie.

■ **Guerric Poncet**



5ème édition du SARA à Abidjan : L'Office du Niger fait recette au bord de la Lagune Ebrié



Cadre exceptionnel de rencontre pour réfléchir sur les défis auxquels l'agriculture africaine reste confrontée, le Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan (SARA) 2019 a ouvert ses portes le vendredi 22 novembre dernier. Il est un événement majeur du monde agricole auquel l'Office du Niger, le géant de la riziculture en Afrique de l'Ouest, prend part afin de vendre davantage son potentiel agricole.

■ Agriculture intelligente et innovations technologiques

« Agriculture intelligente et innovations technologiques ». Tel est le thème de cette 5ème édition du Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan (SARA) édition 2019. Il regroupe le monde agricole venu des quatre coins cardinaux. Le Mali participe à cet événement majeur à travers l'Office du Niger représenté par son Directeur Général Adjoint, Djimé Sidibé, Aminata Touré dite Anna, Chef de Division Genre et Développement, Abdoulaye Daou, le Délégué Général des Exploitants Agricole et Alassane Diarra, Chef Service Communication.

L'ouverture du Salon, le vendredi 22 novembre, placée sous la présidence du Vice-Président Ivoirien, Daniel Kablan Duncan, a enregistré la présence de 19 ministres africains et européens. Parmi lesquels le Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture du Mali chargé de l'Aménagement et de l'Équipement, Adama Sangaré.

Dans son allocution, le Vice-Président Ivoirien a déclaré que le thème de cette année à savoir « Agriculture intelligente et technologique » vient à point nommé et nous interpelle tous. En effet, il nous fait repenser notre agriculture. Il nous faut la réinventer. Cela est aujourd'hui possible grâce aux opportunités offertes par les innovations technologiques, au dynamisme de nos braves femmes et hommes du monde paysan engagés dans ce secteur. Cela est également possible grâce à notre capacité à réduire nos impacts négatifs sur l'environnement, au développement d'une finance agricole adaptée et couplée à des mécanismes de protection sociale ».

Au stand du Mali, l'Office du Niger présente au public son potentiel agricole, ses opportunités d'investissements qui s'articulent autour des garanties juridiques, techniques, économiques et financières.

Les garanties juridiques s'appuient sur le Contrat Annuel d'Exploitation (CAE), le Permis d'Exploitation Agricole (PAE), le Bail Ordinaire, le Bail Emphytéotique.

S'agissant de la garantie technique, on peut citer la grande expérience de l'Office du Niger en cultures irriguées, la disponibilité d'eau en saison (effet seuil de Markala) et la qualité du sol alluvionnaire assez profond.

En ce qui concerne la garantie économique, elle s'adosse sur l'existence d'un marché sûr pour l'écoulement de toutes les productions agricoles provenant des projets d'exploitation de la zone avec de nombreuses voies de dessertes.

Enfin, quant à la garantie financière, le Contrat-plan 2019-2023 prévoit la prise en charge d'un décret d'allègement fiscal et d'un code des investissements très attractif.

Les domaines d'investissement

L'Office du Niger est un espace idéal pour le développement intégré. Les domaines d'investissement sont : les productions végétales, agro-industrielles ou encore animales.

Les productions végétales et agro-industrielles peuvent être axées sur le développement des céréales comme le riz, le maïs et le blé..., le développement des cultures maraichères telles la tomate, l'échalote..., le développement de cultures alternatives comme la pomme de terre, le soja ou le tournesol...

En ce qui concerne les productions animales, elles peuvent avoir trait à l'élevage intensif des bovins et des caprins, à l'aviculture et à la pisciculture en étang ou en cage flottante.

Pour ces productions, des services adéquats sont disponibles dans les zones de l'Office du Niger pour faire face aux besoins. On peut citer volontiers en plus des équipements, la production et la commercialisation des semences certifiées, l'aménagement des périmètres agricoles, l'emballage des produits agro-alimentaires et le développement de l'aviation agricole.

Les coûts d'études se fixent entre 100.000 et 120.000 FCFA par ha, les frais d'aménagement sont entre 3 500.000 et 4.500.000 FCFA par hectare.

Les rendements moyens des principales spéculations se fixent comme suit : riz paddy : 6,5 à 10 t/ha ; oignon et échalote fraîche : 25 à 35 t/ha ; tomate : 30 à 45t/ha ; pomme de terre : 35 à 40 t/ha ; canne à sucre : 70 à 120t/ha.

Les coûts de revient sont : riz paddy : 10 FCFA/kg ; oignon et échalote fraîche : 24 FCFA/kg ; tomate : 30 FCFA/kg ; pomme de terre : 65 FCFA/kg ; canne à sucre : 200 FCFA/kg.

Ces atouts de l'Office du Niger ont été expliqués de long en large aux nombreux inviteurs par le Directeur Général Adjoint du l'Office du Niger, Djimé Sidibé, et le staff technique qui l'accompagne dont Aminata Touré dite Anna, Chef de Division Genre et Développement, Abdoulaye Daou, le Délégué Général des Exploitants Agricole.

■ Source : Office du Niger

Célébration de la journée internationale de VGB : Vers une éradication des VGB

A l'instar des autres pays du monde, le Mali a célébré la journée internationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VGB), mardi 26 novembre 2019, à travers une conférence tenue à la faculté des sciences humaines et des sciences de l'éducation de Bamako.

Cette année, la campagne est célébrée sous le thème international : « **Orangez le monde : la génération égalité se dresse contre le viol** ». Au niveau national le thème est « **synergie d'action pour améliorer l'accès aux services de prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre** ».

Les violences faites aux femmes et aux filles sont un phénomène universel qui persiste dans tous les pays du monde et se perpétuent dans tous les milieux (famille, école, services etc.). Dans le monde, une femme sur trois est au moins victime de violences physiques, sexuelle ou psychologique. Proclamée en 1999

par l'Assemblée générale des nations, la journée du 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes est célébrée chaque année à cette date, les gouvernements, les organismes internationaux et les ONG sont invités à tenir des activités pour sensibiliser le public à un changement de comportement.

Pour Traoré Fatoumata Dicko, c'est un privilège pour Wildaf / Mali d'organiser cette activité qui s'inscrit dans le cadre de la campagne des « **16 jours d'activisme** » contre les violences faites aux femmes et aux filles. **C'est une campagne internationale qui a été lancée en 1991 lors du 1er institut international pour le leadership des femmes. Les 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes commencent le 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et ils se terminent le 10 décembre, journée internationale des droits de l'Homme** », a-t-elle précisé.

Par ailleurs, elle soulignera que depuis 2012, une crise complexe sans précédent a entraîné l'exacerbation de la situation de violation et de protection des femmes/ filles au Mali. Cette crise a été source de plusieurs violations des droits humains dont des formes de violence sexuelles et autres formes des VGB.

Le doyen de la faculté des sciences humaines et des sciences de l'éducation, Modibo Koné dira que le contexte est très marqué par les violences basées sur le genre de plus en plus on parle de féminicides. L'origine de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes remonte à 1960, lorsqu'en république Dominicaine les sœurs Mirabal furent brutalement assassinées parce qu'elles avaient milité pour leurs droits. « **Elles deviennent alors les symboles du combat pour éradiquer ce fléau qu'est la violence à l'égard des femmes. Ces journées échanges constituent de véritable tribune pour alerter l'opinion nationale et internationale sur les dangers de ces violences. En espérant que ces journées vont permettre de faire bouger les lignes, je déclare ces journées de 16 jours d'activisme ouvertes** », a-t-il dit.

■ Ibrahim Sanogo





Instabilité à Koulouba (suite et pas fin) : Adam THIAM remplace Tiegoum Boubeye MAÏGA

Au suivant ! Avec IBK, tel est le tempo : à tous les étages, certains descendent et d'autres montent.

La Cellule de la Communication présidentielle n'échappe pas à la règle.



L'escalade de ce mois de novembre 2019 au Palais de Koulouba (siège de la présidence de la République du Mali) a vu Tiegoum Boubeye MAÏGA descendre du sommet de la Cellule de communication présidentielle et laissé la place vacante. On peut dire qu'il a survécu plus de six mois à la démission surprise et très problématique de son grand frère Soumeylou Boubeye MAÏGA de la tête de la Primature le 18 avril 2019.

Mais ces derniers temps, et en dehors même de la tombée en disgrâce de son ex PM de frère aîné, il commençait à avoir mauvaise presse. Ses ex confrères se plaignaient de lui. Ils lui reprochaient de faire écran entre eux et ses employeurs. En plus, les anti 'Boubeye' dans les cercles proches du pouvoir ne voulaient plus le sentir. Sans oublier que la communication présidentielle sombrait dans les méandres du fiasco selon des allusions du président lui-même. Il fallait donc se décider à le remplacer. Ce qui fut fait.

La nature ayant horreur du vide, on s'est mis à lire dans la marre de café pour voir qui sera le

prochain heureux élu. La question fut abordée lors de l'émission télé « Le Débat du Dimanche » sur Africable. Répondant à la question de savoir s'il serait éventuellement intéressé par le job, le journaliste et Directeur de publication Alexis KALEMBRI avait répondu « Oui » sans ambages.

Il a en effet la gueule de l'emploi, pour parler comme les français. Et celui qui a été choisi, Adam THIAM, n'est pas loin de lui. Ils sont deux journalistes de la presse écrite, se retrouvaient régulièrement face à face lors de l'émission mentionnée plus haut, sont de la même génération et sont politiquement (au sens large)





du même sérail. Les deux journalistes señor sont de vieux chevaux qui ont roulé leur bosse un peu partout. Il n'est pas interdit de dire qu'ils ont blanchi sous les harnais.

Une nomination désespérément politique

Le scoop du début de la semaine fut la promotion du chroniqueur. Enième Directeur de communication à Koulouba sur Sébénikoro, Adam THIAM, c'est de lui qu'il s'agit, le nouveau Monsieur Communication de la présidence de la République du Mali n'est pas un inconnu. Et il ne manque pas d'atouts. Il succède à Tiegoum Boubeye MAÏGA, qui a succédé à Racine THIAM qui a succédé à Sambi Assa TOURÉ qui avait fait le va-et-vient... bref, comme partout, IBK aligne les nominations aux mêmes postes depuis six ans. L'homme ne sait pas ce qu'il veut, apparemment. Mais, l'on peut croire que cette fois ci, il a tiré la bonne carte. Celle qui va l'accompagner le restant de son mandat.

En effet, Adam THIAM n'est pas n'importe qui, professionnellement et socio politiquement. Journaliste qualifié de chevronné, il était, à sa nomination, l'inamovible éditorialiste du

Le Républicain, journal fondé par le ministre des Affaires étrangères en titre, Tiebile DRAMÉ, un ex beau fils de l'ancien président de la République Alpha Oumar KONARÉ. Ce dernier, on sait à quel point tient IBK, tient à son adoubement et à rester dans ses bonnes grâces. On sait aussi le lien fort qui lit l'ancien

président de la République sous la deuxième Transition, Dioncounda TRAORÉ, à ce même Alpha Oumar KONARÉ. Or Adam THIAM n'est autre que le beau-frère du même KONARÉ et son trait d'union avec Dioncounda TRAORÉ.

Du coup, on peut penser que le calcul de IBK, avec cette nomination de Adam THIAM, est que ce dernier va pouvoir renforcer encore davantage sa proximité avec Dioncounda TRAORÉ d'une part, et de l'autre, par ricochet et extension, avec Alpha Oumar KONARÉ. Car, c'est un secret de polichinelle que «Alpha» a utilisé IBK mais ne lui a jamais fait confiance. Or, ce dernier, même devenu président de la République élu très bien en 2013, ne court désespérément que derrière une chose : la reconnaissance de celui dont fut le puissant PM et qui l'a chassé de l'Adema par la petite porte. IBK fait penser à ces masochistes qui adorent ceux qui les malmènent.

■ Amadou TALL



malikile.com
La première plateforme de distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

Cohésion sociale : 499 millions de F CFA au profit de 107 organisations de la société civile

En collaboration avec la Délégation de l'Union européenne au Mali, le ministère des Réformes institutionnelles et des Relations avec la Société civile a mobilisé plus de 499 millions de FCFA au profit de 107 organisations de la Société civile du Mali. Objectif : appuyer les acteurs de la Société civile malienne à jouer pleinement son rôle dans le renforcement de la cohésion sociale au Mali.

Une cérémonie de signature symbolique de protocole de soutien aux initiatives de la Société civile malienne a été organisée, le mardi 26 novembre 2019 au Mémorial Modibo Kéita en présence du ministre Amadou Thiam et du représentant de la Société civile malienne, Bakary Doumbia. Dénommé **"Harmonisation et innovation au bénéfice des initiatives de la Société civile d'Utilité sociale"** (HIBISCUS), le projet de soutien aux organisations de la Société civile malienne a souri à 107 organisations de la Société civile de Kayes à Kidal. La cérémonie de signature symbolique du protocole de soutien, organisée à l'intention de trois organisations de la Société civile bénéficiaires venues

de Gao, Kidal et de Bamako, a été suivie d'une formation sur la gestion efficace des fonds. Selon le ministre Amadou Thiam, le but recherché est d'appuyer les organisations de la Société civile en renforçant leur capacité en vue d'une participation efficace à l'action publique et de contribution dans la mise en œuvre des actions relevant de son département. **"Le rôle de la Société civile est capitale dans le processus de stabilisation au Mali et de consolidation de la cohésion sociale. C'est pourquoi les organisations de la Société civile ont besoin d'être accompagnées dans leur capacité organisationnelle. C'est dans cette optique que le Gouvernement du Mali, à travers mon département et la délégation de l'Union européenne au Mali ont procédé à la formulation du projet Harmonisation et innovation au bénéfice des initiatives de la Société civile d'Utilité sociale"**, indique le ministre Thiam.

A l'en croire le projet est financé à coût de 5 millions d'Euros pour une durée de trois ans. Il profite à toutes les organisations de la Société civile de Kayes à Kidal. Selon lui, dans la mise en œuvre du programme un appel à manifestation d'intérêt a

été lancé à toutes les organisations de la Société civile malienne.

C'est à la suite d'une évaluation des demandes reçues que 107 organisations de la Société civile ont été retenues par un comité national d'évaluation pour bénéficier du projet.

Vingt-cinq organisations non gouvernementales faitières ont été sélectionnées pour assurer la formation des bénéficiaires et les accompagner techniquement.

Parmi les organisations de la Société civile malienne, 12 sont de la région de Kayes pour un montant de subvention de plus de 54 millions de F CFA, 11 de la région de Koulikoro pour un montant de plus de 52 millions, 8 de la région de Sikasso pour un montant de plus de 36 millions de F CFA, 19 de la région de Ségou pour un montant de plus de 91 millions de F CFA, 11 de la région de Mopti pour un montant de plus de 51 millions de F CFA, 18 des régions de Tombouctou et Ménaka pour un montant de plus de 82 millions de F CFA, 13 de la région de Gao pour un montant de plus de 61 millions F CFA, 2 de la région de Kidal pour un montant de plus de 9 millions de F CFA, 13 du District de Bamako pour un montant de plus d 59 millions de F CFA.

Selon le Chef de la Section politique de la Délégation de l'Union européenne au Mali, les droits de l'Homme et de la Société civile sont des valeurs fondamentales pour l'Union européenne. Il a incité les bénéficiaires à une gestion efficace des subventions.

■ Ibrahim Sanogo



Pour le retour de la paix au Mali : Les pistes de solutions de André Bourgeot

Le vendredi 22 novembre 2019, lors d'une conférence débats à Bamako, André Bourgeot, Directeur de recherches émérite au Laboratoire d'anthropologie sociale du CNRS et spécialiste du Sahel, a dénoncé l'incapacité des autorités politiques et militaires du Mali, de même que les forces internationales présentes au Mali (MINUSMA, Barkhane) à faire face à la détérioration de la situation sécuritaire actuelle au Mali. Que faut-il faire aujourd'hui pour un retour de la paix au Mali ? Selon le spécialiste du Sahel, il faut une coordination des mouvements populaires (forces de la société civile, partis politiques, religieux, etc.) pour changer le rapport de force en faveur du Mali, afin de contraindre la France et la communauté internationale à revoir leur copie.

Invité par le complexe scolaire supérieure ESC-Mali (Ecole supérieure de Commerce) School of Management, le conférencier André Bourgeot a débattu avec les étudiants sur le thème : « réflexion sur la paix au Mali ». L'Accord de paix d'Alger, l'opération Takuba, la militarisation mondialisée de l'espace sahélien n'ont pas échappé à l'analyse du spécialiste du Sahel.

Selon monsieur Bourgeot, ce n'est pas la France qui est responsable de la situation actuelle du Mali, mais plutôt la politique française. Donc, appuie André Bourgeot, plus vous avez un discours globalisateur, plus ça va être contreproductif pour vous, parce que vous allez faire en sorte que les Français, y compris les Français progressistes, vont se sentir agressés. Donc, conseille André Bourgeot aux étudiants, faites référence à la politique française. « A savoir qu'il y a des forces progressistes en France qui soutien-



nent le Mali tout le temps et par tradition historique aussi. Tous ces discours globalisateurs peuvent faire l'objet de manipulation politique très facile. Faisons donc attention. Ce qui s'est passé à Macina entre Peulhs et Dogons avec un discours globalisateur l'ethnie peulh contre l'ethnie Dogon, est une aberration redoutable. Ça n'a fait qu'entretenir les animosités, ça crée des conditions de relations conflictuelles inter ethniques et entre intercommunautaires », a fait remarquer l'orateur. De son point de vue, il y a des forces politiques qui ont intérêt à ça, ça entretient le chaos. « L'Etat est complètement démissionnaire », martèle André Bourgeot.

Interrogé sur les chances du Mali d'avoir la paix, André Bourgeot a été on ne peut clair. Pour qu'il y ait retour de la paix au Mali, dit André Bourgeot, je ne préconise rien, je donne des analyses qui sont approuvées ou désapprouvées par le peuple malien. « Je dirai que, je ne vois pas comment le Mali pourrait sortir de cette crise extrêmement grave s'il n'y a pas création d'un grand mouvement populaire et pacifique. Je ne parle

pas de révolte ou de soulèvement ou autres choses. Je parle d'un grand mouvement populaire qui combinerait des forces de la société civile, des parties politiques, et aussi des religieux. Ensuite, on négocie les conditions de l'alliance entre ces trois composantes de la société. Et si ça se faisait sur l'ensemble des grandes villes du Mali, le pouvoir politique actuel et la communauté internationale et la France seraient obligés de prendre en considération ce grand mouvement, parce qu'il crée les conditions de modification de rapport de forces politiques. » Cela veut-il dire que les politiques et l'armée malienne ont échoué dans leur mission de recouvrer toute la souveraineté du Mali ? Sans ambages, monsieur Bourgeot dit : « Au vu quand même de ce qui se passe, je ne peux pas dire que c'est une grande victoire des forces politiques et militaires maliennes ; pas plus que c'est une grande victoire des forces militaires étrangères qui sont au Mali telles que Barkhane et la Minusma. C'est un échec généralisé », a affirmé Bourgeot. Et de poursuivre en ces termes : comment expliquer que les salafistes étaient, il y a trois ou



ANDRÉ BOURGEOT
Directeur de recherche au CNRS, spécialiste du Mali

quatre ans, au Nord et que maintenant ils sont partout au Mali. Ils sont aussi au Burkina Faso bientôt aussi en Côte d'Ivoire. « Donc c'est un échec des décisions prises sur les bases exclusivement sécuritaires et militaires. Ce n'est pas sur ces bases seulement que l'on peut aller. Il faut changer de stratégie. Je ne suis pas le seul à le dire. « Il faut changer de stratégie ». Mais le changement de stratégie, incombe aussi aux décideurs politiques », a souligné André Bourgeot qui estime que toute autre action sans coordination sera vouée à l'échec. « Tant qu'il n'y a pas de concertation entre

les pouvoirs politiques et les pouvoirs militaires et de coordination entre toutes les entités que je viens de citer dessus, ça sera l'échec. L'exemple de Takuba est très révélateur. Quand la ministre de la défense Florence définit la Takuba comme un sabre. Takuba n'a jamais été un sabre. C'est un glaive. Donc si une ministre, sans être méchant, fait la confusion entre sabre et glaive c'est inquiétant. On peut faire aussi des confusions, ou commettre des erreurs politiques. C'est le glaive des gladiateurs romains qui n'a rien à voir avec un sabre ». A la question de savoir si l'opération Takuba

peut relever le défi de la lutte contre le terrorisme, André Bourgeot est dubitatif. « Takuba va changer quoi ? C'est une opération qui intervient en urgence. Normalement c'était le travail de G5 Sahel qui intervenait sur le Luptako Gourma. Le G5 Sahel n'a pas pu intervenir. Ce n'est pas Takuba qui résoudra le problème. Au contraire, ça va récréer la cohésion entre les groupes djihadistes. Donc si ce n'est pas assortie de nouvelles stratégies, de nouveaux modes d'intervention de la part des militaires étrangers globalement parlant ».

La présence massive des armées d'Europe du Moyen-Orient n'est pas passée inaperçue dans les analyses du conférencier. « Je ne sais pas si le Mali voit ce qui se passe avec l'arrivée des militaires d'Europe du Nord, des militaires des Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, etc. Donc maintenant le Mali sert de mondialisation, d'une militarisation mondialisée sur son territoire. C'est grave. Je pense que les décideurs et politiques maliennes ne sont pas très conscients de ce qui se passe sur l'ensemble de l'espace sahélo-saharien ». 70 à 90 militaires des Emirats Arabes Unis, dit André Bourgeot, se trouvent à la frontière nigéro-libyenne. S'ils sont là, ça ne peut être qu'avec l'accord des autorités politiques nigériennes. Est-ce qu'actuellement, ils ne sont pas en train de tester les possibilités de création d'une armée européenne ? »

■ Hadama B. Fofana



Situation politique et sécuritaire du pays : «IBK doit agir dans les plus brefs délais ou rendre le tablier»



Le Parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI) a animé, le lundi 18 novembre 2019, à son siège, une conférence de presse sur la situation politique et sécuritaire du pays. L'objectif: «faire en sorte que l'outil de défense de la République du Mali jouisse de son entière souveraineté dans sa vision, dans son devoir régalien de protection de l'intégrité territoriale du Mali et de protection de la population civile». C'était sous l'égide du président du parti SADI, honorable Oumar Mariko, qui avait à ses côtés le Secrétaire Général du parti, Mohamed Ag AKERATANE et d'autres cadres.

Le Parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI) annonce la mobilisation populaire pour que le peuple puisse comprendre la portée de la situation actuelle et savoir que nous sommes capables nous-mêmes de résoudre notre problème. À ce titre, le parti organisera, le ven-

dredi 29 novembre prochain, une grande mobilisation pour écouter les gens qui ont les mêmes visions que lui, et procéder à un rassemblement pour sortir le Mali de la guerre, pour le retour de la sécurité, de la liberté, etc. Dans une déclaration, le parti SADI s'incline tout d'abord devant la mémoire des victimes militaires et civiles dont le peuple continue encore de porter le deuil. Selon cette déclaration, le drame que nous vivons est l'impasse politique dans laquelle se trouve notre pays depuis le lancement du «Dialogue National Inclusif», fruit de l'accord politique signé entre le gouvernement du Mali et une partie de l'opposition et de la société civile, et qui continue d'alimenter la crise sécuritaire dans laquelle notre armée nationale paye un tribut de plus en plus lourd, au point d'effaroucher les familles de plus en plus nombreuses de militaires.

Le président IBK a créé de lui-même la source de l'impasse politique que vit notre peuple aujourd'hui. Il n'a pas jusqu'ici franchi le seuil des bonnes intentions, pour prendre l'initiative

d'amener les «termes de référence du Dialogue National Inclusif (DNI)» dans le sens de sa proposition pour mettre fin à l'impasse politique qui plombe dangereusement la vie de notre peuple. Cette situation fragilise davantage le pouvoir central à Bamako face aux parties bénéficiaires et signataires de l'Accord d'Alger et aux pressions de la France, qui use et abuse de ses positions au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Pour le Parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI), cette position de fermeté de la France pour les réformes constitutionnelles en vue de l'application stricte de l'accord d'Alger et de l'accord de défense, est confortée par les positions stratégiques qu'elle occupe dans les organes dirigeants de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), et au sein de l'État-major des Forces Armées Maliennes (FAMAs). Le rôle prioritaire que s'est assigné la France, c'est de faire jouer à la MINUSMA sa stricte mission d'interposition entre l'Armée Malienne et les forces armées de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), pour faire appliquer strictement «l'Accord d'Alger» qui n'est qu'un «compromis entre les intérêts économiques et stratégiques de celle-ci dans le Nord Mali, et les intérêts sécuritaires de l'Algérie dans ses frontières avec le Mali», que le gouvernement d'IBK fut obligé d'entériner pour sa survie au pouvoir.

Aussi, pour le parti SADI, le président Ibrahim Boubacar Keita est donc, autant pour l'impasse politique que pour l'aggravation de l'insécurité dans notre pays, le principal, et l'unique responsable. Il est le seul qui peut, par des décisions hardies, amender les termes de références du DNI pour le rendre réellement inclusif. Il peut également révoquer le conseiller Français de l'État-major des FAMAs, et s'investir à changer le contenu du mandat de la MINUSMA. S'il prenait de telles initiatives, il devrait être soutenu par toutes les forces vives de la Nation.

“Pour éviter à notre peuple de sombrer dans la violence et d'y entraîner les peuples voisins de la sous-région, les Maliens doivent se mobiliser pour amener Ibrahim Boubacar Keita à agir dans les plus brefs délais ou à rendre le tablier”, a déclaré le parti SADI.

■ **Fatagoma COULIBALY**

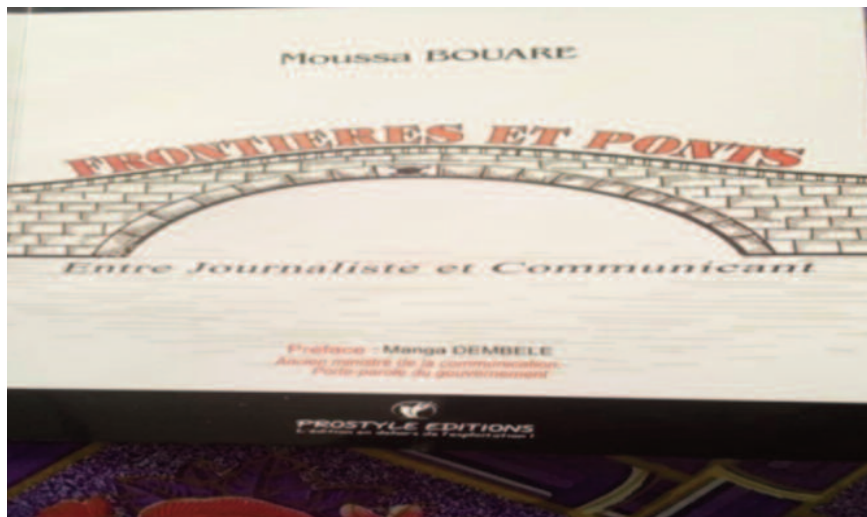
Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

«Frontière et pont entre journaliste et communicant» de Moussa Bouaré : «Il existe une confusion entre le rôle du journaliste et celui du communicant»



Frontière et pont entre journaliste et communicant est un document composé de 99 pages divisées en trois parties. Il a été lancé le samedi dernier à la Maison de la presse de Bamako. L'auteur de ce livre se nomme Moussa Bouaré et a été préfacé par Manga Dembélé ancien Ministre de la communication, porte-parole du gouvernement.

Le livre intitulé Frontière et ponts entre journaliste et communicant n'a pas été rédigé par hasard.

Selon Moussa Bouaré qui a été journaliste et rédacteur à la Radio Nassiraoulé « l'inspiration est venue dans le cadre d'une formation de CFI sur les fondamentaux du journalisme radio dans le cadre du projet Mali média. Au cours de cette formation, lors des échanges M. Daniel FRA à l'époque représentant du projet CFI au Mali a estimé que la nomination des journalistes comme chargés de communication n'était pas normal. J'étais étonné car c'est une pratique courante dans notre pays. Et dès lors j'ai commencé à mener des recherches sur les liens qui existent entre le journaliste et le communicant ».

Aux dires de Bouaré, ce livre traite le lien de proximité qui existe entre le journaliste et le communicant mais aussi le point de divergence. Pour lui, il y a un pont qui les lie et

aussi une frontière.

Il poursuit en disant que « lors d'échanges avec mes confrères, j'ai compris que beaucoup d'entre eux se considèrent comme des communicants et quand j'essaie de leur expliquer la différence entre la fonction de journaliste et celle de communicant, je me rendais compte que je prêchais dans un désert. Pire, certains journalistes se présentent avec le double titre (Journaliste-Communicant). J'ai été surtout interpellé lors de l'élection présidentielle de 2018 quand des journalistes ont pris position pour tel ou tel candidat à travers leurs articles».

Moussa Bouaré est convaincu qu'un Journaliste doit être neutre et impartial. Il explique qu'au moment de l'élection présidentielle, le samedi 2 juin 2018, l'opposition a organisé une marche pacifique pour dénoncer l'accaparement de l'Office radio, télévision du Mali (ORTM) par le pouvoir et pour exiger la transparence de l'élection du 29 juillet.

« Comme tous les autres journalistes, je représentais mon organe la Radio Nassiraoulé pour la couverture de la marche. Non autorisée, j'ai fus le plus touché car ayant reçu à la nuque une grenade lacrymogène tirée à bout portant. Ensanglanté, je fus secouru par Mamadou Igor Diarra, candidat à l'élection présidentielle à qui je rends hommage. Sans lui,

je ne serai certainement plus de ce monde à plus forte raison écrire ce livre».

« Pourquoi les forces de l'ordre se sont-elles prises aux journalistes ?

N'ont-elles pas pensé que les journalistes présents à cette marche étaient des communicants de l'opposition », s'est interrogé Moussa Bouaré.

« A mon humble avis Oui. Encore qu'il existe une confusion entre le rôle du journaliste et celui du communicant » a indiqué Bouaré.

La première partie de son livre Frontière et ponts entre journaliste et communicant est consacrée aux métiers et à l'histoire du journalisme et de la communication, tout en mettant l'accent sur l'histoire du journalisme en Afrique et au Mali. La deuxième partie traite des frontières et ponts entre journalisme et communication avec des exemples et des témoignages de communicants et de journalistes.

En fin la troisième partie présente les différences entre les deux professions au niveau des généralités, du message, de la rédaction et de la cible.

La partie Annexes comprend des textes régissant les deux professions et l'ordre de succession des départements ministériels ayant eu la charge de l'information, de la communication au Mali et des images retraçant le parcours de l'auteur dans le journalisme.

Moussa Bouaré, ancien rédacteur de la radio Nassiraoulé a obtenu son Master en communication marketing en 2018. Il est assistant et professeur en communication et Marketing, Communication d'entreprises et Management des organisations. Il est présentement conseiller en communication de l'université ILCI Business School de Bamako et promoteur de l'agence intelligentsia communication.

Son livre Frontière et ponts entre journaliste et communicant coûte 5 000 francs CFA et est désormais disponible à la bibliothèque nationale et à la Maison de la presse de Bamako.

■ Ibrahim Sanogo

Guinée Conakry : Les opposants au référendum restent déterminés

Le projet de nouvelle Constitution qui pourrait ouvrir la voie à un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé suscite toujours l'hostilité.

Is auront marché toute la journée, au son du reggae, le long des 13km qui séparent le rond-point de la tannerie du Stade du 28 Septembre.

Depuis un mois et demi, et malgré l'emprisonnement de ces principaux leaders, le FNDC, qui regroupe l'essentiel de l'opposition et de la société civile, bat le pavé contre ce projet de référendum. Des manifestations qui ont déjà fait une vingtaine de morts selon l'opposition.

Mais cette fois, les organisateurs ont décidé de se conformer à l'itinéraire autorisé



Un nouveau cortège a défilé dans Conakry le 26 novembre 2019, pour protester contre une révision de la Constitution.

Aucun incident signalé sur le parcours, notamment grâce au service d'ordre qui maintient la distance entre forces de sécurité et manifestants.

Pendant ce temps, les opérations de recensement se poursuivent en vue des législatives, prévues pour février 2020. « Ils veulent distraire les gens avec les élections, on ne se laissera pas distraire. C'est un droit citoyen, je vais voter. Mais c'est une diversion car il a

violé le calendrier ; depuis longtemps il devait organiser des élections législatives. Il n'a pas fini d'installer les conseils de quartiers. On est vigilants».

Lors d'une tournée en Guinée forestière puis en Haute Guinée, qui a pris des airs de campagne électorale la semaine dernière, le président de la République Alpha Condé a exhorté les nouveaux électeurs à se faire recenser.

Nigéria : Un village baptisé 'idiot' change de nom

Des habitants du nord du Nigeria célèbrent le changement de nom de leur village, qui s'appelle désormais "village de l'abondance" et non plus "village des idiots".

Un émir local a annoncé ce changement de nom en haoussa après que les résidents se sont plaints qu'on se moquait d'eux depuis des années et qu'ils avaient honte de dire aux gens d'où ils venaient.

"C'était honteux de dire aux gens à l'extérieur que je viens d'Unguwar Wawaye [Zone des idiots], mais maintenant je peux dire avec fierté que je viens de Yalwar Kadana [Zone



d'abondance]", a déclaré à la BBC Bala Sani, une résidente.

"Nous remercions l'Emir pour ce geste." Le village, dans l'État de Kano, a pris son nom initial il y a environ 70 ans lorsque les gens se

sont installés près d'une rivière connue sous le nom Idiotic river (rivière débile).

On ne sait pas très bien pourquoi la rivière porte ce nom.

Tournoi UFOA U20 : Des Aiglons poussifs



Les champions d'Afrique en titre ont trébuché d'entrée de jeu, concédant le nul 1-1 face à la Gambie

La 2^e édition du tournoi U20 de la zone A de l'UFOA (Union des Fédérations ouest-africaines) a débuté, le dimanche 24 novembre à Conakry. Le Mali, champion d'Afrique U20, a effectué son entrée en lice le lundi 25 novembre contre la Gambie, tenante du titre. Ce duel de champions n'a pas connu de vainqueur. Les deux équipes se sont quitté dos à dos (1-1) aux termes d'une rencontre qui a été dominée par la sélection gambienne. Les Gambiens ont ouvert le score par l'intermédiaire de Matar Ceesay (32^e min, 1-0) et ils ont fait la course en tête jusque dans les arrêts de jeu, avant de concéder un penalty qui sera transformé par Seydou Koné (90^e min +2, 1-1). Il faut dire que le capitaine Alkalifa Coulibaly et ses coéquipiers n'ont pas du tout convaincu face aux Gambiens. Non seulement les Aiglons ont été dominés dans le jeu par leurs adversaires, mais l'équipe a également étalé beaucoup de lacunes, tant sur le plan technique que tactique. Pourtant, ce sont les champions d'Afrique qui se sont créés la première occasion franche de

la partie. Servi par un partenaire, l'attaquant du COB, Fily Traoré, se présente seul devant le gardien gambien Ebrima Cham qui aura le dernier mot (7^e min). Après cette alerte, plus rien du côté des protégés de Mamoutou Kané «Mourlé». Les Gambiens prennent rapidement le jeu à leur compte et se montrent dangereux, à l'image de Matar Ceesay qui expédie son tir sur la barre transversale (18^e min). Deux minutes plus tard, l'attaquant gambien se signale à nouveau avec un coup franc vicieux qui oblige le gardien Alkalifa Coulibaly à sortir le grand jeu pour empêcher le cuir d'aller au fond des filets (20^e min). Dans la foulée, Buba Jammeh obtient la balle de l'ouverture du score, mais manque de concentration dans le dernier geste (24^e min). Après deux nouvelles tentatives de Matar Ceesay (26^e min) et Momodou Bojang (30^e min), la Gambie prend logiquement l'avantage au tableau d'affichage. A la réception d'un centre de Momodou Cham, le capitaine Matar Ceesay expédie un coup de tête qui nettoie la lucarne d'Alkalifa Coulibaly (32^e min, 1-0). Blessés dans leur orgueil, les Aiglons tentent de réagir. Suite à un contre, Mamadou Camara se débarrasse de deux adversaires, avant de buter sur le portier Ebrima Cham (42^e min). Ce sera la dernière action du

premier acte. A la reprise, les Gambiens continuent de dominer la partie et quadrillent bien le terrain. Matar Ceesay sonne la première alerte, mais heureusement pour les Aiglons, le poteau sauve le gardien Alkalifa Coulibaly (48^e min). Dans le dernier quart d'heure, le sélectionneur Mamoutou Kané joue son va-tout, en lançant trois joueurs dans le bain : Seydou Koné, Abdoulaye Traoré et Adama Goïta remplacent, respectivement, Ibrahima Sangaré, Mamadou Camara et Ismaël Sidibé.

Un coaching payant pour le technicien, puisque c'est l'un des nouveaux entrants, Seydou Koné qui permet aux Aiglons d'arracher le nul dans le temps additionnel (90^e min+2, 1-1). L'attaquant malien transformait ainsi un penalty sifflé pour une faute commise dans la surface de réparation par l'arrière des Scorpions juniors. Après cette égalisation, les Aiglons auraient pu réaliser le hold-up parfait si Fily Traoré n'avait pas buté sur le gardien gambien (90^e min+3).

Le Mali sera exempté lors de la deuxième journée et livrera son dernier match de poule, le samedi 30 novembre, à 16h, face au Libéria. Pour mémoire, la poule du Mali a été réduite à trois pays, suite au forfait de la Guinée-Bissau. Ainsi, lors de la première journée, le Libéria était exempté et la Gambie le sera également lors de la troisième journée. Autrement dit, les trois équipes qui composent la poule joueront chacune deux matches contre trois pour la poule A et les deux premiers se qualifieront pour les demi-finales. Cela revient à dire que seul un pays restera à quai dans notre poule.

Pour le moment, petit avantage aux Aiglons et aux Scorpions juniors qui comptent 1 point chacun, contre 0 pour le Libéria qui effectuera son entrée en lice contre la Gambie. Tout reste donc possible dans notre poule, mais on sait déjà que la victoire est impérative pour les Aiglons lors de la deuxième journée pour être sûrs de terminer à l'une des deux premières places du classement, synonyme de qualification pour le dernier carré. Le keeper-captaine, Alkalifa Coulibaly et ses coéquipiers restent donc maîtres de leur destin.

■ **Djénéba BAGAYOKO**



Ballon d'Or 2019: Klopp n'a pas voté Sadio Mané, il dévoile son choix

Pour l'édition du ballon d'Or 2019, l'équipe des Reds de Liverpool est la plus représentée avec pas moins de sept joueurs en course pour tenter de remporter la prestigieuse distinction. Parmi les entraîneurs invités à voter le prochain Ballon d'Or, figure Jürgen Klopp le technicien allemand des Reds de Liverpool.

Alors que plusieurs observateurs s'attendaient à ce que Klopp vote pour Sadio Mané, il a sur-

pris tout le monde en indiquant que ses choix étaient Lionel Messi et Van Dijk. Sur les motivations de ses choix, Jürgen Klopp a expliqué: « Si vous donnez le Ballon d'Or au meilleur joueur de cette génération, donnez-le toujours à Lionel Messi. Si on le donne au meilleur joueur de la saison dernière, c'est Virgil van Dijk. Je ne sais pas exactement comment cela fonctionnera, mais c'est ainsi que je vois les choses. Nous verrons bien », a ainsi

estimé Klopp, dans des propos relayés par BEEIN SPORTS.

Van Dijk a décroché la Ligue des Champions avec les Reds et Lionel Messi a remporté la Liga, tout en ayant terminé meilleur buteur de la compétition (36 buts en 34 matchs), avec le FC Barcelone.

Toutefois, Lionel Messi a connu deux éliminations en demi-finales, que ce soit en C1 contre Liverpool et lors de la Copa America avec la sélection argentine.

■ Ousmane CAMARA





Bélier (21 mars - 19 avril)

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plaisanterez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infailible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prévoyant.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



Verseau (20 janvier - 19 février)

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA